

Lyon, le 24 janvier 2012

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » - janvier 2012

2012 ouvre une nouvelle période du panel régional de conjoncture « suivi de la situation économique ». Le questionnement des entreprises a connu des évolutions : ajout/suppression de questions, adaptation/complément d'autres. Par ailleurs, cet observatoire couvre dorénavant l'ensemble des départements de la région, la Haute-Savoie ayant rejoint le dispositif. Il sera désormais trimestriel, avec une parution des résultats fin janvier, fin avril, fin juillet et fin octobre. Compte tenu de l'évolution du questionnement, certaines séries sont interrompues. Pour les indicateurs inchangés, la comparaison avec les résultats passés rencontre la limite de l'extension géographique du panel.

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » CCIR-CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 2 au 17 janvier 2012¹.

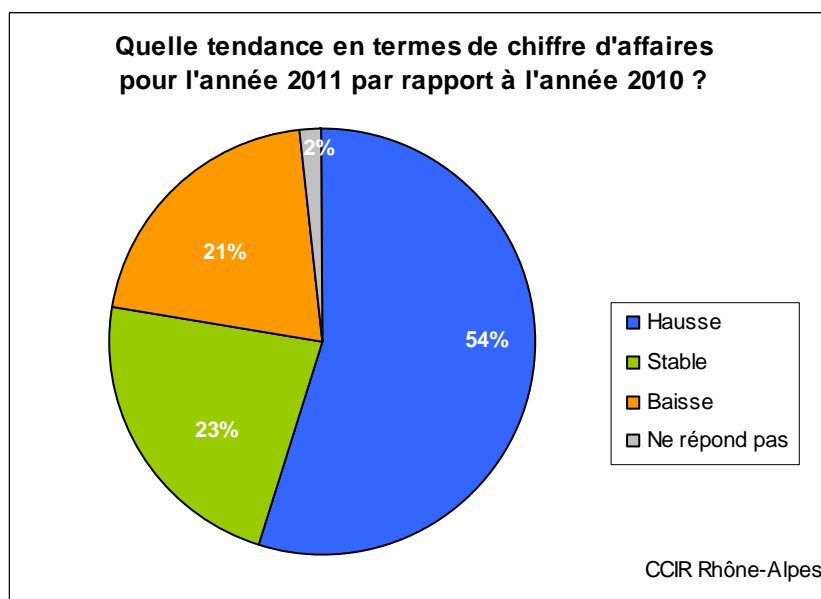
Pour une majorité d'entreprises, l'année 2011 se solde par une progression du chiffre d'affaires : hausse pour 54 % des entreprises et baisse pour 21 %. Ce bilan apparaît plus favorable que celui qui était escompté en novembre. Pour les entreprises fortement impactées par les fêtes de fin d'année, le bilan de ces fêtes est néanmoins très partagé. En ce début 2012, le climat des affaires demeure morose : 55 % des TPE-PME voient leur développement freiné par le manque de vigueur de l'activité et la priorité est donnée à la conquête de nouveaux marchés. Plus d'une entreprise sur quatre déclare toujours avoir des difficultés de trésorerie, avec une montée de ces difficultés pour les plus grosses PME. Les entreprises sont majoritairement pessimistes sur les conditions économiques générales et leurs perspectives pour le court terme restent mal orientées, mais sans aggravation de la tendance. Les prévisions en termes d'emplois se dégradent de nouveau mais l'investissement semble marquer une résistance. Pour l'ensemble de 2012, les perspectives sont plus optimistes, avec 22 % des entreprises qui pensent accroître leur chiffre d'affaires pour 17 % qui s'attendent à le voir baisser.

L'activité

Bilan annuel : progression du chiffre d'affaires en 2011

Sur l'ensemble de l'année, **54 % des TPE-PME ont enregistré une hausse de chiffre d'affaires**, contre seulement 21 % une baisse. Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » s'établit ainsi à + 33. C'est dans l'industrie qu'il est le plus élevé avec + 44, confirmant ainsi un redressement de l'activité en 2011. Ce solde est à + 35 pour le tertiaire. C'est dans le BTP qu'il est le plus réduit : + 5, avec une entreprise sur trois dont le chiffre d'affaires est en recul.

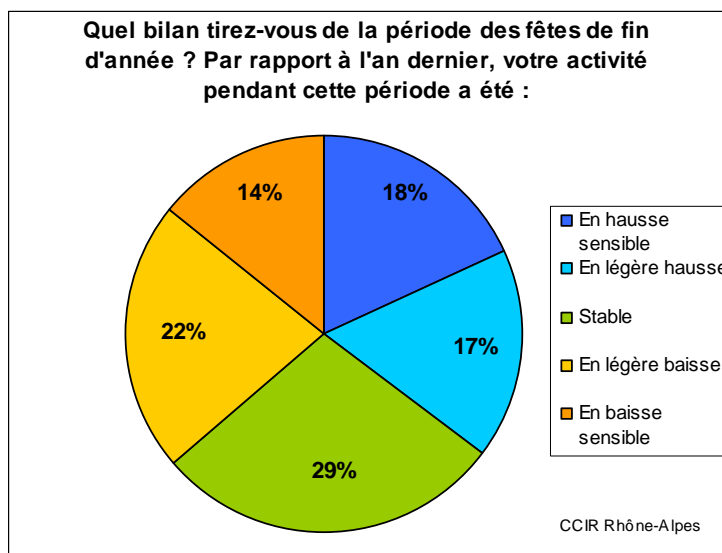
¹ 335 entreprises représentatives du tissu de TPE/PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes.



Par rapport aux perspectives exprimées lors de l'enquête de novembre, ce **bilan semble plutôt meilleur que prévu**.

Il apparaît **plus favorable pour les entreprises exportatrices** : 61 % annoncent un chiffre d'affaires en hausse, contre seulement 19 % une baisse, soit un solde qui s'établit à + 42.

Pour les entreprises dont l'activité est fortement impactée par les fêtes de fin d'année, le **bilan de ces dernières apparaît très partagé, tendant globalement vers la stabilité** puisque 35 % des entreprises disent avoir enregistré un chiffre d'affaires en hausse pour 36 % en baisse².

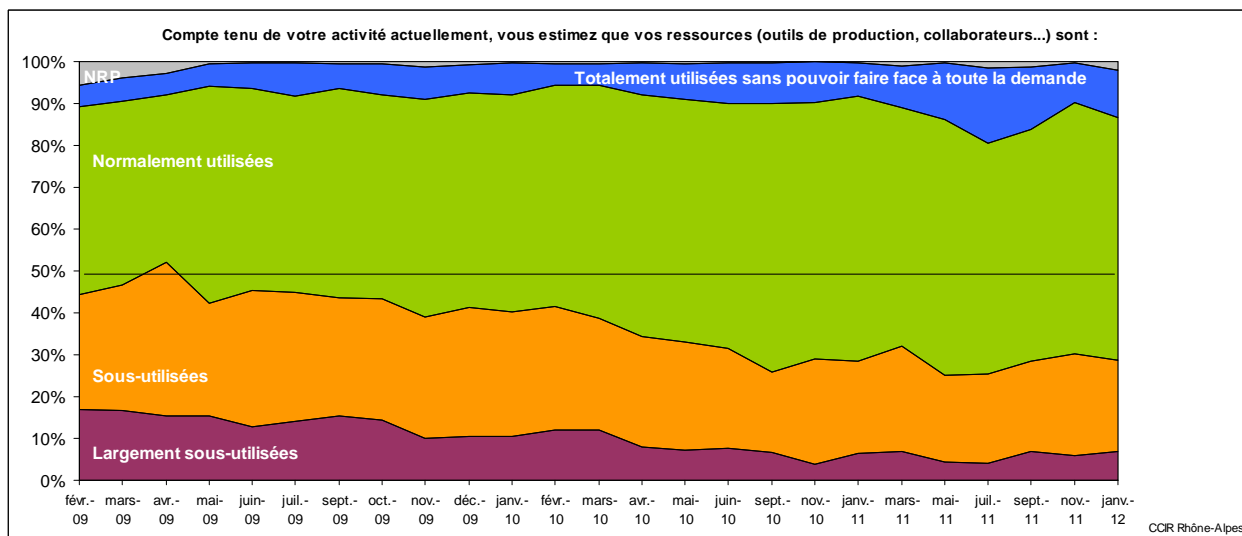


Peu d'évolution en termes de niveau d'utilisation des capacités de production

Le niveau d'utilisation des capacités de production connaît peu d'évolutions en ce début d'année : **un peu moins d'une TPE-PME sur trois déclare être dans une situation de sous-utilisation de ses capacités de production**.

² Cette question sur le bilan des fêtes de fin d'année a été posée uniquement aux entreprises dont l'activité est impactée par ces fêtes (commerces de détail, restauration, hébergement).

Les variations depuis la dernière enquête sont toutefois différentes selon les secteurs : le niveau d'utilisation est en **légère progression dans l'industrie et les services aux entreprises**, alors qu'il se **replie un peu dans le tertiaire tourné vers les particuliers et surtout dans le BTP**.



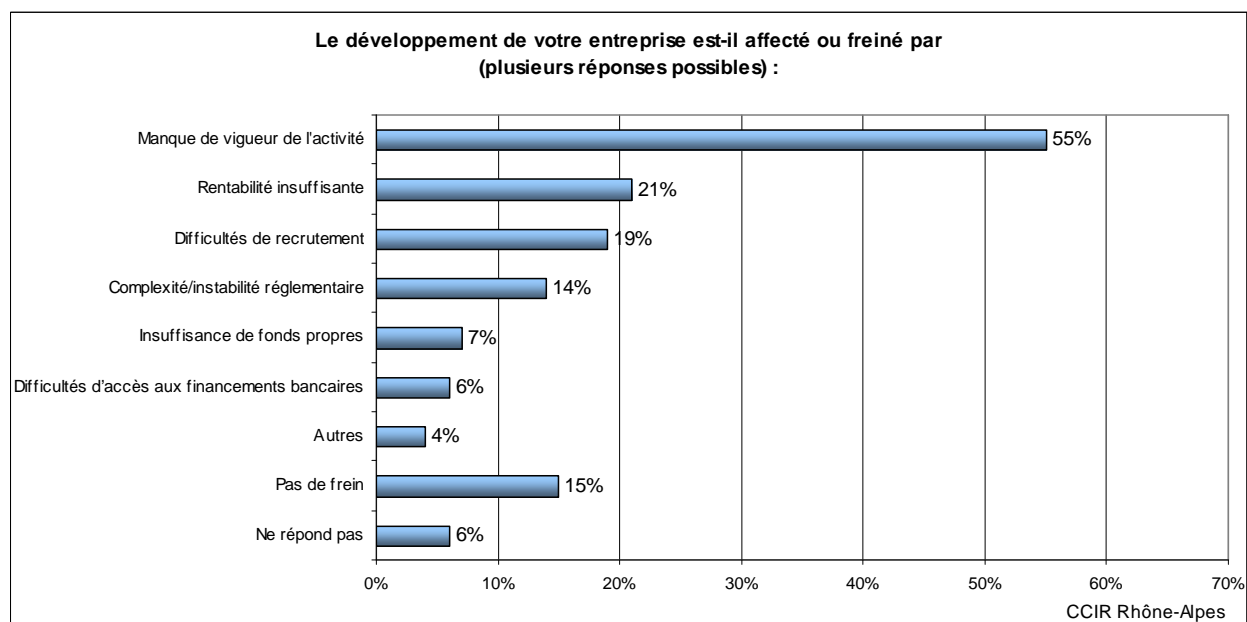
Le manque de vigueur de l'activité est le premier problème des entreprises

En ce début d'année, seuls **15 % des TPE-PME disent ne pas rencontrer de freins** dans leur développement : cette part est sensiblement plus élevée (24 %) pour les activités du tertiaire tournées vers les particuliers.

Le principal frein au développement est le **manque de vigueur de l'activité (55 % des entreprises)**. Vient ensuite **l'insuffisance du niveau de rentabilité (21 % des TPE-PME)** : plusieurs entreprises mentionnent toujours en commentaires spontanés la forte pression sur les prix qui fragilise leur activité.

Les difficultés de recrutement apparaissent comme le troisième frein (19 % des entreprises). C'est dans les services aux entreprises et l'hébergement-restauration qu'il est le plus fréquemment cité.

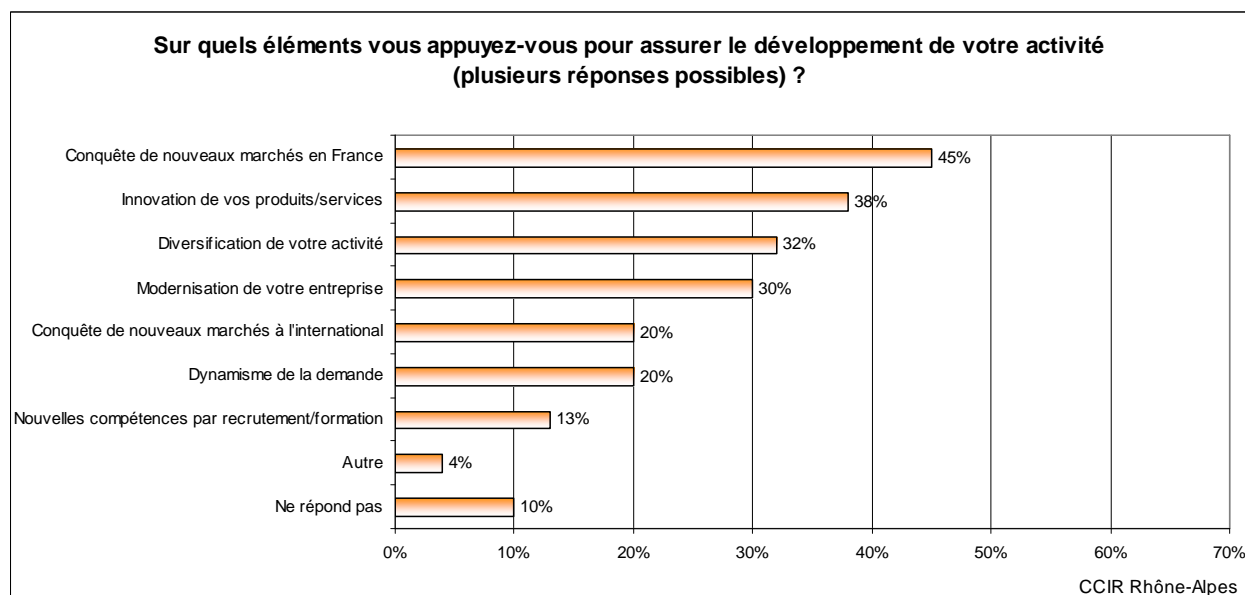
6 % des entreprises disent être freinées dans leur développement du fait des difficultés d'accès aux financements bancaires. On retrouve ainsi le niveau des précédentes enquêtes, même si le questionnement a un peu évolué.



Le manque de vigueur de l'activité touche plus l'industrie (58 % des entreprises) et le tertiaire tourné vers les entreprises (61 %) que l'ensemble des activités. Mais c'est **surtout dans le BTP** que ce frein est le plus ressenti (2/3 des entreprises). Dans cette activité, le problème de rentabilité est également très présent (44 %).

Dans cette période difficile, les TPE-PME s'appuient sur différents leviers pour développer leur activité. La **conquête de nouveaux marchés** est le premier de ces leviers : si en moyenne 45 % des entreprises mentionnent la conquête de marchés en France, la proportion monte à 60 % dans l'industrie et les services aux entreprises.

20 % des entreprises misent sur la conquête de marchés à l'international, une proportion qui monte à 44 % dans l'industrie. Pour les **entreprises déjà exportatrices, cette conquête se fait quasiment autant à l'international qu'en France (2/3 des entreprises)**.



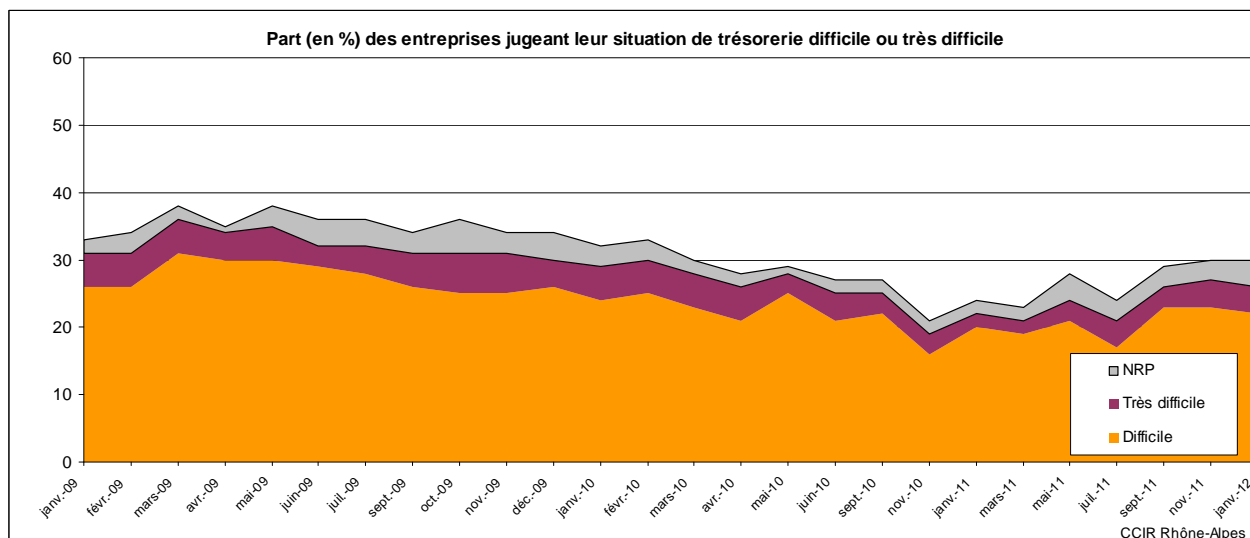
L'innovation en matière de produits ou de services est également un axe retenu par une part significative d'entreprises : 38 %. Cette part atteint 52 % dans l'industrie.

Dans le BTP, on retiendra que le premier axe retenu est la diversification de l'activité (près d'une entreprise sur deux).

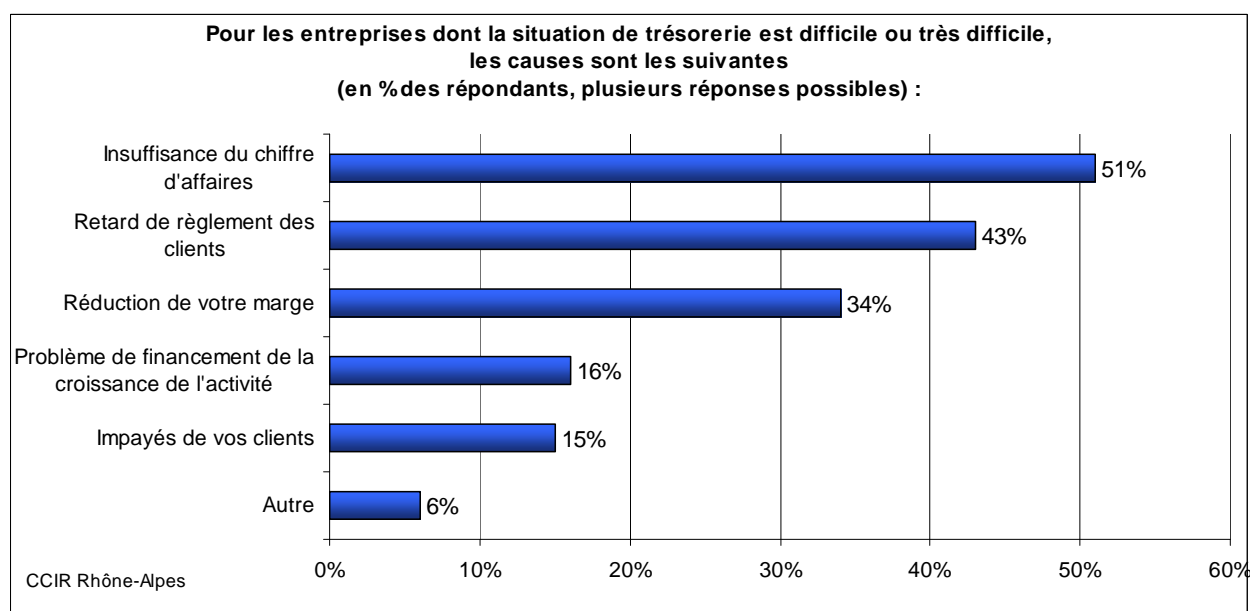
Toujours des difficultés de trésorerie pour plus d'un quart des TPE-PME

26 % des entreprises sont dans une situation de trésorerie difficile voire très difficile, soit quasiment le même niveau que deux mois auparavant. C'est dans le tertiaire tourné vers les entreprises, et notamment dans le commerce de gros, que le niveau de difficultés est le plus élevé (32 %). Il est en progression dans l'industrie (26 %, + 3) et dans le BTP (25 %, + 7).

Élément nouveau, alors que la fréquence des difficultés de trésorerie était plus élevée pour les TPE lors de l'enquête de novembre, en janvier 2012, les PME de 50 salariés et plus dépassent le niveau moyen (30 % des entreprises en difficulté).



L'insuffisance de chiffre d'affaires reste la première cause des difficultés de trésorerie (une entreprise en difficulté sur deux), suivie d'assez près par les retards de règlement des clients (43 %, + 2 par rapport à novembre). Pour un tiers, la réduction de la marge est en cause.



Ces causes de difficultés varient fortement selon les activités. Pour le commerce de gros, il s'agit le plus souvent d'un problème de financement de la croissance de l'activité. Dans le transport, la réduction de la marge est la première difficulté. Dans le BTP, c'est d'abord l'insuffisance du chiffre d'affaires et les retards de règlement, mais la réduction de la marge est aussi fréquemment citée.

Des perspectives à court terme toujours mal orientées, mais sans accentuation de la tendance

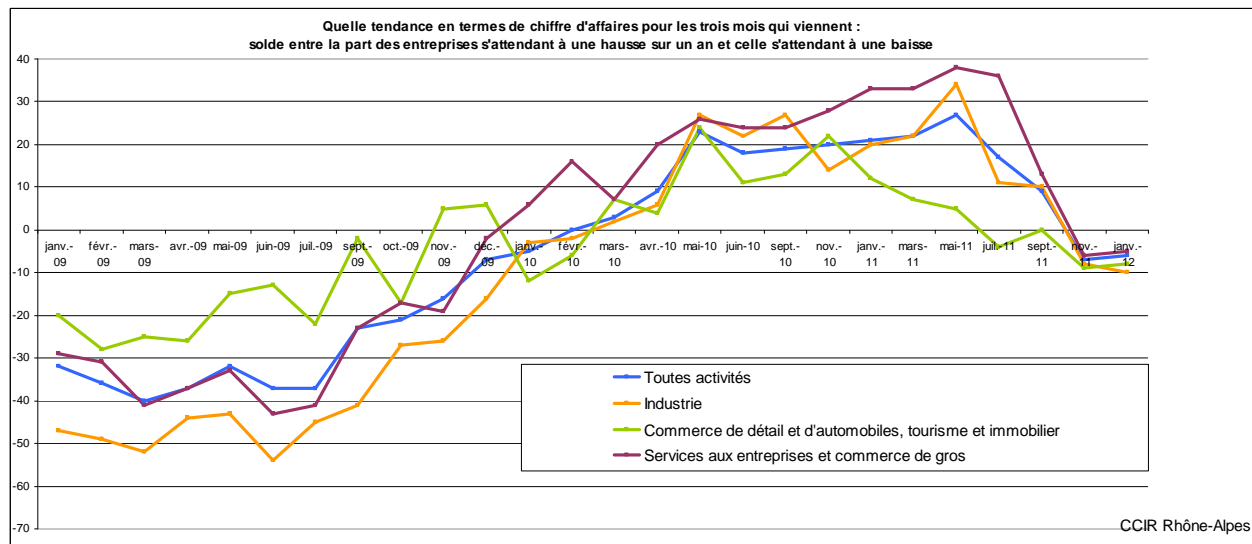
Pour les trois prochains mois, la **plus grande part des entreprises (41 %) s'attend à une stabilité du chiffre d'affaires** par rapport au 1^{er} trimestre 2011. Celles qui s'attendent à une baisse (27 %) restent plus nombreuses que celles qui escomptent une hausse (21 %) : le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » est **donc négatif (- 6), comme lors de l'enquête de novembre mais sans accentuation**.

Dans le commerce de détail, les services aux entreprises et le BTP, il y a plus d'entreprises qui s'attendent à une hausse de leur chiffre d'affaires que d'entreprises qui s'attendent à une baisse.

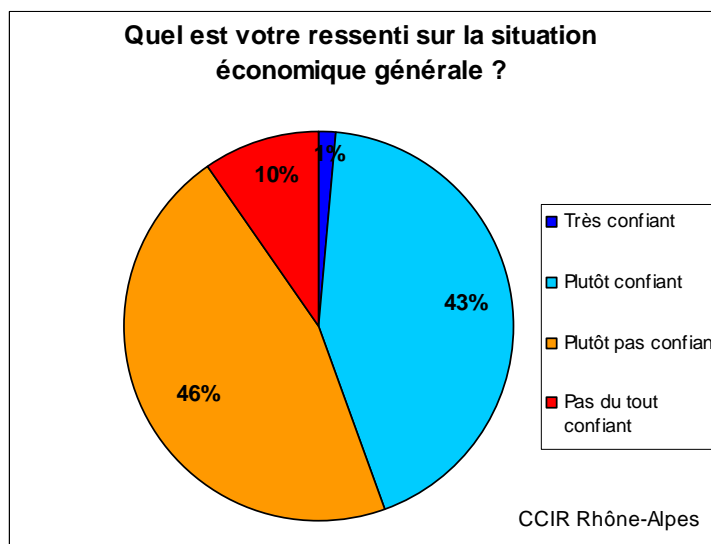
La tendance est plus défavorable pour les PME de 50 salariés et plus que pour l'ensemble des TPE-PME : 14 % qui s'attendent à une hausse de chiffre d'affaires pour 31 % qui s'attendent à une baisse.

Pour les TPE, le niveau de non réponse atteint 16 %, ce qui peut traduire un manque de visibilité particulièrement fort pour ces petites entreprises.

Pour les entreprises exportatrices, la tendance sur les marchés étrangers est aussi légèrement défavorable : 24 % s'attendent à une hausse de leur CA export, 28 % à une baisse et 48 % à une stabilité.



Ces perspectives à court terme sont exprimées dans un contexte où le **pessimisme l'emporte parmi les TPE-PME sur la situation économique générale** : 44 % des entreprises se disent ainsi confiantes alors que 56 % ne le sont pas.



Dans leurs commentaires spontanés, des TPE-PME signalent toujours que la morosité ambiante freine le développement de l'activité. De façon classique, certaines mentionnent que la prochaine période électorale est un facteur supplémentaire d'attentisme.

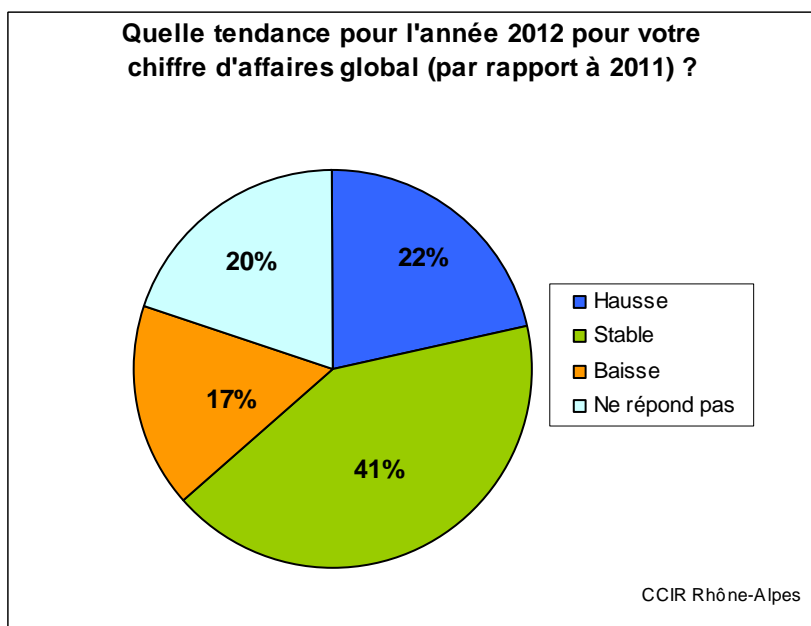
Des perspectives moins défavorables pour l'ensemble de l'année

Pour l'ensemble de l'année 2012, les perspectives exprimées par les TPE-PME sont un peu mieux orientées que pour le très court terme. Si la stabilité l'emporte également (41 % des entreprises s'attendent à un chiffre d'affaires stable par rapport à 2011), les entreprises qui s'attendent à une progression de leur chiffre d'affaires (22 %) sont plus nombreuses que celles qui s'attendent à une baisse (17 %). Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » est donc positif (+ 5).

20 % des entreprises ne se prononcent pas : cette proportion monte à 29 % pour les TPE.

Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » est **le plus élevé dans les services aux entreprises hors transport (+ 18), l'industrie et le commerce de détail (+ 16)**. Il est par contre négatif dans le BTP et le transport.

Il est également un peu plus élevé que la moyenne pour les entreprises exportatrices (+ 10).

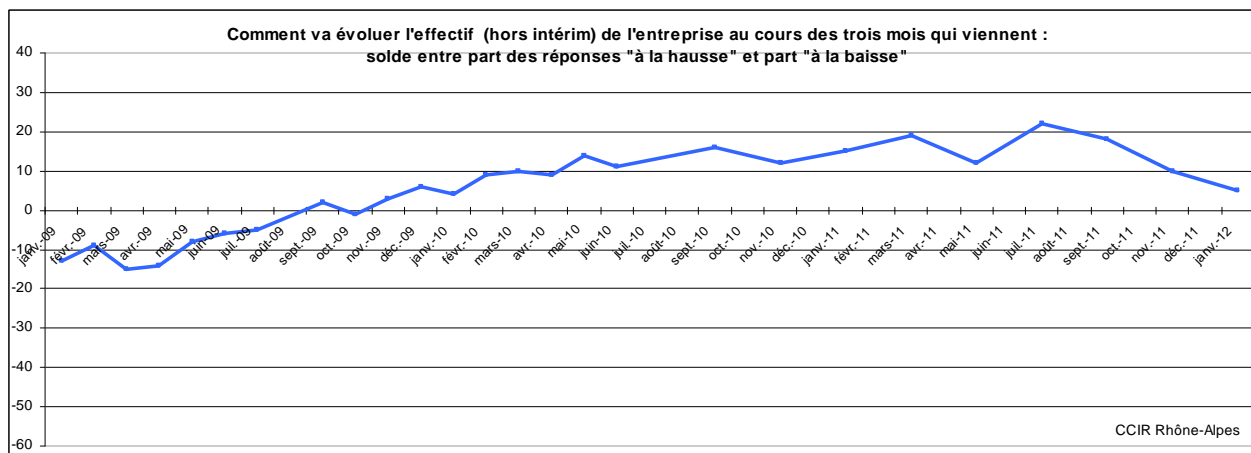


Les perspectives se dégradent encore en matière d'emploi

Toujours près de trois TPE-PME sur quatre s'attendent à une stabilité de leur effectif permanent dans les trois prochains mois. 13 % des entreprises (- 3) pensent accroître leur effectif et 8 % (+ 2) pensent le réduire. Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » **reste donc positif (+ 5) mais il se réduit encore (- 5)³** par rapport à l'enquête de novembre.

Ce solde est devenu négatif pour les PME comptant 50 salariés et plus : - 5.

³ Il s'agit d'un solde en nombre d'entreprises et non en nombre d'emplois.



Ce solde est à zéro dans le BTP et l'hébergement-restauration et il reste positif pour les autres activités. C'est dans les **services aux entreprises et le commerce de détail qu'il est le plus élevé (+ 9)**.

La **tendance est au repli pour le travail intérimaire** : parmi les 35 % de TPE-PME qui y ont recours, 15% augmentent ce recours alors que 35 % le diminuent.

58 % des TPE-PME disent avoir recours aux heures supplémentaires. Pour ces entreprises, c'est la stabilité des heures supplémentaires qui l'emporte (76 %). Parmi les autres, celles qui diminuent le volume d'heures supplémentaires sont plus nombreuses que celles qui l'augmentent.

Résistance de l'investissement

Les TPE-PME qui comptent investir (54 %) sont un peu plus nombreuses que celles qui ne vont pas le faire. Une part significative compte lancer de nouveaux projets d'investissement (16 %).

9 % des entreprises comptent par contre réduire ou reporter des investissements programmés, soit une part équivalent à celle mesurée lors de l'enquête de novembre.

